

A LA UNE

L'internationalisation de l'enseignement supérieur remise en question ?

Alors que l'élection de Donald Trump donne des sueurs froide aux universités américaines quant à leur capacité à continuer à recruter massivement des étudiants internationaux, bien des signes avant-coureurs donnaient déjà le sentiment qu'un mouvement de restriction était engagé dans le monde en ce sens. Dernier en date le Québec a présenté le 31 octobre un moratoire jusqu'au 30 juin 2025 sur le volet « diplômés » de son Programme de l'expérience québécoise (PEQ), qui permettait jusqu'ici d'obtenir rapidement le statu d'immigrant permanent après son cursus. Après des années de développement, à peine interrompu par la crise sanitaire, l'internationalisation de l'enseignement supérieur semble à un tournant. Principaux bénéficiaires de l'apport des étudiants internationaux les grands pays d'accueil anglo-saxons, Royaume-Uni, Canada et Australie, semblent soudainement vouloir restreindre leur arrivée. « *Un nouveau mouvement semble s'esquisser début 2024, fondé sur une volonté de "pause" ou de régulation décidée par les pays eux-mêmes. Reste à savoir s'il s'agit là de mesures d'ajustement face aux problématiques de logement étudiant et des failles dans le processus d'admission – arguments fréquemment avancés – ou d'un véritable changement d'ère* », s'interroge la directrice de Campus France, Donatienne Hissard dans son rapport annuel sur la [Mobilité étudiante dans le monde](#). La France reste pour l'instant en dehors de ces mouvements restrictifs mais une nouvelle loi immigration pourrait changer la donne. État des lieux d'un monde international universitaire qui se rétrécit pour la première fois après 30 ans d'essor.



Olivier Rollot
(@ORollot)
Rédacteur en chef

Des pays réduisent les visas étudiants. Plusieurs pays ont entrepris cette année de limiter l'arrivée des étudiants internationaux. Et pas les moindres. Accueillant à eux trois plus d'un quart des étudiants internationaux, l'Australie, le Canada et le Royaume-Uni ont successivement limité le nombre de visas étudiants. Le Canada, quatrième pays de destination dans le monde, vient même d'abaisser de 35 % le plafond des délivrances de visas pour études. Depuis mai 2024, il faut détenir 18 000 euros sur son compte bancaire pour pouvoir postuler à un visa étudiant en Australie et, dès 2025, le gouvernement devrait imposer des quotas d'étudiants étrangers par matière et par lieu d'étude, « *Nous pensons que l'éducation internationale est une opportunité énorme pour l'Australie. Nous sommes de fervents défenseurs de ce secteur, mais nous devons nous assurer que nous pouvons en gérer la croissance* », estimait ainsi cette année le ministre du budget australien, Jim Chalmers dans son discours de présentation du budget. Un mouvement suivi en Europe par des pays moins engagés dans le recrutement des étudiants internationaux comme le Danemark, l'Espagne ou encore les Pays-Bas. Dans ce dernier pays un projet de loi envisage l'introduction d'un numerus fixus pour les programmes de niveau licence enseignés en anglais. En Espagne un tout nouveau examen d'accès devrait prouver le niveau en espagnol des étudiants internationaux.

Coût du logement et immigration clandestine en ligne de mire. Si ces gouvernements veulent réduire l'arrivée d'étudiants internationaux c'est d'abord pour réduire la pression locative que connaissent leur propres étudiants. Le gouvernement australien a ainsi promis d'autoriser les universités à dépasser leurs futurs quotas si et seulement si elles construisaient de nouveaux logements.

Autre grief : trop d'étudiants internationaux utiliseraient leur séjour comme un processus d'immigration. Au Royaume-Uni la suppression du visa de travail post-études a ainsi été envisagée avant d'être abandonnée, le Comité consultatif sur les migrations (MAC) estimant dans un [rapport](#) publié en mai 2024 qu'il fallait au contraire le conserver dans sa forme actuelle. Ce qui n'empêche pas d'autres restrictions. Depuis janvier 2024, les étudiants internationaux étudiant au Royaume-Uni ne peuvent plus emmener de personnes à charge avec eux sur leur visa d'étudiant britannique. L'exception à cette règle concerne les étudiants suivant des cours de troisième cycle qui sont actuellement désignés comme des programmes de recherche. Le ministère de l'intérieur a également décidé que les étudiants internationaux ne pourraient plus échanger leur visa contre un visa de travail avant la fin de leurs études. Le Canada interdit quant à lui aux conjoints des étudiants internationaux de prendre un emploi sur son sol.

Les universités défendent l'apport des étudiants internationaux. Ces profonds revirements de politique universitaire sont contestés par la plupart des universités. « *Les mesures désordonnées prises par le gouvernement fédéral au cours de l'année écoulée pour réduire le nombre de permis d'études internationaux menacent cette partie vitale de l'économie canadienne. Les étudiants étrangers enrichissent les salles de classe et contribuent au financement de l'éducation canadienne. Les récents changements de politique nuisent à notre capacité d'attirer les talents dont nous avons besoin pour l'avenir, enfoncent les universités dans le déficit et nuisent à la capacité concurrentielle du Canada* », dénonce le président de Universities Canada, Gabriel Miller, dans une [tribune](#). S'il concède que « *l'objectif du gouvernement fédéral de mieux gérer le nombre de permis d'étudiants étrangers est compréhensible, étant donné la nécessité d'équilibrer les facteurs économiques et sociaux tels que la*

AU SOMMAIRE

Écoles de management

Écoles d'ingénieurs

Universités

Entretien

Thomas Jeanjean (Chambre de commerce et d'industrie Paris Ile-de-France)

Focus

Comment mieux valoriser le doctorat dans le monde de l'entreprise et de l'industrie ?

Vie étudiante

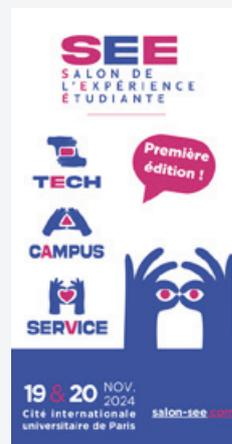
Logement, restauration, vie étudiante, le réseau des Crous se projette en 2028

Salon de l'expérience étudiante

12 conférences pour tout savoir de l'expérience étudiante

Stratégie

Grenoble EM présente une stratégie « EAGLE 2030 » centrée sur l'expérientiel qui doit amener son chiffre d'affaires à 180 M€



TELECHARGEZ VOTRE INVITATION GRATUITE POUR LE SALON DE L'EXPERIENCE ETUDIANTE

HEADway Advisory et RPI organisent les 19 et 20 novembre le [premier Salon de l'expérience étudiante](#) (SEE) à la Cité internationale universitaire de Paris. La [plateforme d'inscription](#) est maintenant ouverte pour y télécharger votre invitation gratuite.

Dans trois villages thématiques seront représentés l'ensemble des acteurs de l'expérience étudiante :

- sur le « village campus » les professionnels de l'immobilier, de l'aménagement comme des espaces de vie présenteront leurs solutions pour faire vivre les campus ;

disponibilité des logements et la capacité du système d'immigration », cet équilibre ne « doit pas se faire au détriment des talents internationaux dont nous avons besoin ».

Un apport pourtant décisif à leur économie. Ce revirement des gouvernements anglo-saxons est d'autant plus étonnant que l'apport de leur enseignement supérieur à leurs économies est extrêmement important. De nombreuses universités britanniques risquent aujourd'hui la faillite sans l'apport d'étudiants internationaux qui versent des frais de scolarité bien plus conséquents que ceux des Britanniques. Le rapport du Comité consultatif sur les migrations soulignait ainsi que « si le gouvernement devait restreindre la voie d'accès de manière significative, il ne devrait le faire qu'après s'être attaqué au modèle actuel de financement de l'enseignement supérieur, qui entraîne une dépendance à l'égard des frais d'inscription des étudiants étrangers ». Un sujet entendu par le gouvernement qui vient d'accorder aux universités britanniques la possibilité de faire passer leurs frais de scolarité de 9250 à 9 535 livres en avril 2025.

Selon une [étude](#) menée par le *Times Higher Education*, les étudiants britanniques ne représentent ainsi qu'un peu plus de la moitié des revenus de scolarité des universités britanniques. Plus fort encore, l'enseignement supérieur est le quatrième secteur d'exportation en Australie, représentant entre 15 % (Université d'Australie-Occidentale) et 47 % (Sydney) des revenus totaux des universités. En tout l'enseignement supérieur australien représente un revenu de 48 milliards de dollars australiens (32 milliards d'euros) chaque année et a formé trois millions de personnes du monde entier au cours de la dernière décennie.

Une opportunité pour d'autres pays ? La tentation de repli de certains pays « a déjà commencé à modifier sensiblement les choix de destination. Les grands pays d'accueil qui maintiennent leur modèle ouvert pourraient en bénéficier », analyse Donatienne Hissard. Pour être plus attractive, l'Allemagne a ainsi annoncé vouloir doubler la part de diplômés internationaux qui choisissent de rester dans le pays après leur formation pour faire face à la pénurie de main d'œuvre qualifiée. A la fois premier pays d'accueil des étudiants internationaux dans le monde et plus faible parmi eux en proportion de son nombre total étudiants, les États-Unis pourraient-ils être les grands bénéficiaires de cette limitation d'accueil des autres pays anglo-saxons ? La baisse commencée avant la pandémie sous la présidence Trump (-14 % en cinq ans) se poursuivait en tout cas jusqu'à 2021.

D'autres pays sont en forte progression. La Turquie, qui était le 13^{ème} pays d'accueil des étudiants internationaux en 2016, arrive à la 8^{ème} place et a dépassé en 2021 le Japon qui arrive 9^{ème}. Avec la plus forte croissance en cinq ans et un nombre d'étudiants accueillis qui a plus que doublé (+155 %), la Turquie pourrait bientôt figurer dans le top 5 des pays d'accueil. Aure pays en forte progression la Corée du Sud est passée de la 18^{ème} à la 11^{ème} place en ayant presque doublé le nombre d'étudiants accueillis (+92 %) depuis 2018.

Où en est la France ? La France conserve sa 6^{ème} place des pays d'accueil, entre le Canada et la Chine. En 2023-24, 430 466 étudiants étrangers étaient inscrits dans l'enseignement supérieur français, ce qui représente une augmentation de 4,5 % par rapport à l'année précédente selon Campus France. On observe un regain des mobilités des étudiants en provenance d'Asie-Océanie, après une stagnation l'année précédente. Si tous les types d'établissements ont vu leurs effectifs internationaux augmenter, ce sont les écoles de commerce qui enregistrent la plus forte progression : +11%. En tout 14% des étudiants dans l'enseignement supérieur français sont internationaux. « L'effet rattrapage du COVID s'estompe, et la France, comme les autres grands pays d'accueil, poursuit sa croissance des mobilités », analyse Donatienne Hissard.

Comme en 2022-23, le Maroc, l'Algérie, la Chine, l'Italie et le Sénégal demeurent les principaux pays d'origine. Bien que le Maroc reste en tête, le nombre d'étudiants marocains inscrits en France diminue (- 4 %) pour la deuxième année consécutive, confirmant une érosion de l'attractivité de la France dans ce pays, tandis que l'Algérie, en deuxième position, connaît une hausse de 7 %. Le nombre d'étudiants chinois en France, en troisième position, enregistre une croissance de 6%, chiffre en rebond après la période de restrictions et de fermeture par la Chine de ses frontières pendant la crise Covid.

Si les universités continuent d'accueillir la grande majorité des mobilités entrantes (64 %), suivies des écoles de commerce (14 %) et des écoles d'ingénieurs (7%), les écoles de commerce constituent les établissements ayant connu la plus forte croissance d'étudiants internationaux : +80 % en 5 ans. « Les business schools françaises jouissent d'une excellente réputation internationale. Le classement du *Financial Times* témoigne très bien de cette image d'excellence avec, dans son dernier classement des Masters in Management, 15 écoles de commerce françaises parmi les 50 meilleurs établissements mondiaux ! L'offre de programmes explique aussi notre succès. Les écoles françaises ont une grande capacité à faire évoluer leur offre en fonction des besoins du marché et des défis actuels comme l'intelligence artificielle ou la transition écologique », analyse Delphine Manceau, la directrice générale de Neoma BS, qui met en garde : « Ne nous endormons pas sur nos lauriers et sur cette hausse de 11%. D'autres pays font des efforts considérables pour accueillir des étudiants internationaux et en attirent de plus en plus : l'Allemagne, la Turquie, les Pays-Bas, la Corée du Sud... La France doit travailler pour maintenir sa 6^{ème} place par le nombre d'étudiants internationaux accueillis et attirer de plus en plus d'étudiants d'excellence émanant du monde entier ».

Olivier Rollot

Rédacteur en chef

- ▶ Lire aussi : [What now for international HE amid the great anglophone visa crunch?](#) (Times Higher Education), [Universities brace for more fallout after immigration U-turn](#) (University World News), ['Damage done' for business schools' international January intakes](#) (Times Higher Education), [Spanish criticise entrance exam 'barrier' for overseas students](#) (Times Higher Education)

- sur le « village service » ce sont les acteurs de la santé, de la prévention, de l'emploi et des stages qui seront là pour apporter leur expertise ;
- le village « tech » présentera les solutions digitales aux questions que se posent les professionnels de l'enseignement supérieur.

Lors des conférences seront abordées des thématiques telles « Expérience étudiante : définition, éclairage et enjeux », « Engager les générations Z et Alpha », « Le campus de demain », « Les étudiants internationaux », « Expérience étudiante et alternance », « Santé, bien-être », etc.

- ▶ Le Salon de l'expérience étudiante est organisé en partenariat avec la Conférence des Grandes écoles (CGE), la Conférence des directeurs des écoles françaises de management (Cdefm), la Conférence des établissements d'enseignement supérieur à vocation professionnelle et de l'alternance (Ceespa), la Cdefi (Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs), France Universités, l'EFMD (European Foundation For Management Development), la Fesic (Fédération des établissements d'enseignement supérieur d'intérêt collectif), EdTech France, la Fnege (Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises), l'Union des Grandes écoles indépendantes (UGEI), l'Association des professeurs de classes préparatoires économiques et commerciales (APHEC) et le BNEM (Bureau national des élèves en école de management).

LA PERSONNALITE



Thibaut Duchêne rejoint le cabinet du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Patrick Hetzel, en tant que conseiller formation. Diplômé de Sciences Po (masters Affaires publiques et Gouvernance économique), ancien élève de l'ENS Paris-Saclay, Thibaut Duchêne commence sa carrière politique comme conseiller n charge des discours cabinet du secrétaire d'État au Logement et à l'Urbanisme, Benoist Apparu, en 2009-2010. Il entre ensuite au cabinet du ministre de la Ville comme conseiller technique en charge des politiques d'éducation, jeunesse et sports dans les quartiers prioritaires. Une expérience qui lui ouvre grandes les portes du Cnam où il sera d'abord directeur de la mission ouverture sociale (2013-2016) avant d'être nommé adjoint de l'administrateur général en charge de la stratégie et du développement (2016-2022). Il rejoint ensuite le Hcéres pour s'atteler au préfigurateur de l'Observatoire de l'enseignement supérieur toute l'année 2023. Début 2024 il part à l'IP Paris pour en être directeur des relations institutionnelles et

« Quand on demande aux familles ou à la collectivité de vous financer il faut pouvoir garantir qu'on sépare bien le bon grain de l'ivraie »

Entretien avec Thomas Jeanjean, directeur général adjoint en charge de l'Education de la CCI Paris-Ile de France

C'est un acteur majeur de l'enseignement supérieur. Plus de 44 000 000 étudiants en formation initiale, dont près de 15 000 apprentis, et 30 000 apprenants en formation continue sont formés aujourd'hui au sein des quatorze écoles de la Chambre de commerce et d'industrie Paris-Ile de France. Directeur général adjoint en charge de l'Education, Thomas Jeanjean revient avec nous sur les grandes questions d'actualité et en détail sur celle de ses écoles.



Thomas Jeanjean (Photo CCI-A Potignon)

Olivier Rollot : Questions d'actualité d'abord. La qualité des formations, notamment celles proposées en apprentissage, suscite beaucoup de débats. Un projet de label pour l'enseignement supérieur privé était en discussions au sein du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) avant la dissolution. Où en est-on ?

Thomas Jeanjean : Le nouveau gouvernement a annoncé son souhait de relancer les échanges. Au sein de la chambre nous sommes très favorables à ce que les familles puissent mieux se retrouver dans l'ensemble des formations. Le système manque aujourd'hui complètement de visibilité. Qui, hors les spécialistes, connaît la différence entre un diplôme national de licence et une licence, un diplôme gradé ou visé ? Cette complexité rend le système peu lisible et il faut absolument aider les jeunes et leurs familles à comprendre le financement des établissements dans lesquels ils veulent s'inscrire. Il faut pouvoir comprendre la nature des acteurs, publics et privés, qui facturent ou pas des frais de scolarité. On peut être public comme Sciences Po et payant et non lucratif et gratuit car financé par l'apprentissage. Mais quand on demande aux familles ou à la collectivité de vous financer il faut pouvoir garantir qu'on sépare bien le bon grain de l'ivraie.

O. R : La pérennité des financements de l'apprentissage est aujourd'hui en question. Quelle est la position de la CCI Paris-Ile de France à ce sujet ?

T. J : Nous sommes conscients de la nécessité d'une forme de rééquilibrage, alors que le montant des fonds consacrés à l'apprentissage a doublé depuis 2018, tout en regrettant de voir que l'approche est purement comptable. Cela vaut vraiment la peine de dépenser 1000€ de plus par jeune pour les amener vers l'emploi.

Dans les 20 milliards d'euros du financement de l'apprentissage un tiers est constitué par le financement des CFA (centres de formation d'apprentis), un tiers par les primes à l'embauche et un dernier tiers par les allègements de charges et d'impôts. Demander un effort aux CFA c'est risquer de dégrader la qualité de leurs prestations. S'il faut le faire c'est en mesurant leur qualité. On nous rétorque que mettre en œuvre des critères qualitatifs est compliqué mais on sait où travaillent les apprentis ! On fait bien des classements des lycées en calculant leur plus-value, pourquoi pas pour les CFA ? Je suis favorable à la création d'un « Eduscore » pour noter chaque formation de manière simple et immédiatement compréhensible de A à E. Ce score prendrait en compte la qualité du recrutement, les reconnaissances des formations et la qualité de l'insertion professionnelle.

O.R. Les primes à l'embauche ont-elles été pour certaines entreprises un effet d'aubaine ?

T.J. : Il faut en tout cas préserver les aides au TPE et PME. Et surtout il faut bien prendre en compte l'ouverture sociale qu'a pu apporter l'apprentissage pour de nombreux jeunes. Sans ces financements beaucoup de jeunes n'auraient pas pu accéder à l'enseignement supérieur.

Il faut aussi mieux faire comprendre aux entreprises ce qu'est l'apprentissage et ce que cela leur apporte. Certaines pensent qu'il s'agit d'une période de pré recrutement et sont forcément déçues quand elles constatent que seulement un tiers seulement des apprentis restent dans leur entreprise.

du développement puis également directeur général des services par intérim.

- ▶ Ont également été nommés au cabinet de Patrick Hetzel le 24 octobre [Pierre Bouillon](#), directeur adjoint du cabinet (déjà directeur de cabinet de Clara Chappaz, Secrétaire d'État chargée de l'IA et du numérique) et [Garance Abdat](#), cheffe adjointe de cabinet et discours.

ELLES/ILS BOUGENT...

[Franck Bigliane](#), directeur de la formation et des études de Sciences po Aix-en-Provence, est nommé administrateur provisoire jusqu'à la prise de fonction de son prochain directeur. Rostane Mehdi a en effet quitté son poste pour devenir recteur de La Réunion.



[Pascal Capellari](#) a été nommé directeur de l'ESLSCA Business School Paris, EGE et SMS Sports Management School (Groupe Planeta). Il était depuis 2014 à la tête de l'Excellia Tourism

School après cinq autres années passées à sa direction commerciale. Diplômé du programme Grande école de l'Inseec, Pascal Capellari a d'abord dirigé des centres d'appel de 2001 à 2008 avant de rejoindre Excellia Group en 2008.



[Cédric Ghetty](#) a été nommé directeur générale de PPA Business School, PPA SPORT et PPA DIGITAL. Il ne sera donc resté que dix mois au poste de directeur des programmes d'ICN

Business School qu'il avait intégré en février 2024. Diplômé d'un DEA en stratégie d'entreprise à l'IAE d'Aix-en-Provence et titulaire d'un doctorat en sciences de gestion de l'IAE d'Aix-en-Provence, Cédric Ghetty a d'abord été professeur à l'école de management Léonard de Vinci en charge du master e-business et a créé le laboratoire de recherche de l'école dont il a été le directeur de 2009 à 2013. Il a également été directeur de La Rochelle Digital School en 2017 avant de rejoindre la même année KEDGE Business School en charge du développement du MSc Digital Marketing & Sales. Il y sera ensuite directeur des programmes initiaux et directeur du campus de Toulon jusqu'à la fin 2023.



[Richard Ginioux](#) a pris la direction d'Excellia Tourism School et celle du développement des écoles spécialisées d'Excellia dans le cadre d'une création de poste. Précédemment directeur

général de FERRANDI Paris, il succède à Pascal Capellari à la tête d'Excellia Tourism School. Richard Ginioux est diplômé d'un Master en management hôtelier international à l'Essec et de Sciences Po Bordeaux en section économique et financière.

Il faut qu'elles comprennent que cette période sert aussi à faire vivre leur marque employeur et que beaucoup d'apprentis reviennent dans leur entreprise de formation ensuite. L'apprentissage est un investissement à long terme pour les entreprises. Il permet aussi à certains secteurs qui avaient du mal à recruter de le faire.

O. R : La chambre de commerce et d'industrie Paris-Ile de France compte 14 écoles. Si vous voulez bien nous allons les évoquer en commençant par les écoles de management sous tutelle de la chambre. Comment se portent HEC, Essec et ESCP ? Quelle est aujourd'hui leur trajectoire de croissance ?

T. J : Nos trois écoles sont dans une trajectoire de croissance et ont atteint ou vont atteindre prochainement un budget de 200 millions d'euros. Une croissance qui s'est largement faite en augmentant le volume de nos étudiants en formation initiale, avec notamment de nouveaux bachelors, et en majorant le prix de nos formations. Aujourd'hui les trajectoires de croissance se dessinent plutôt sur la formation continue et de nouveaux partenariats alors que la démographie s'annonce en baisse.

Le développement de la formation continue est aujourd'hui un sujet commun à toutes les écoles. Une école ne propose pas que des diplômes. Elle délivre également des certifications, des micro-certifications et peut monter des partenariats sur mesure avec de grandes entreprises pour former leurs salariés.

O. R : Les classes préparatoires économiques et commerciales générales (ECG) semblent retrouver des couleurs après des années plus ternes. Vos trois écoles de management vont-elles augmenter leur recrutement en classe préparatoire en 2025 ?

T. J : Les initiatives prises par les écoles et la Conférence des directeurs des écoles françaises de management (Cdefm) ont été profitables à la filière. De même que l'abandon des projets de nouvelle réforme de ces classes. Il semble bien que nous assistions à une remontée des inscriptions mais la Direction des admissions et des concours (DAC) n'a pas encore collecté toutes les inscriptions de l'année.

C'est dans cet esprit de confiance pour l'avenir de la filière que nos trois écoles vont augmenter leurs promotions cette année. Cela s'y prête après des années plus difficiles qui ont vu le recrutement des CPGE stagner voire baisser.

O. R : La CCI Paris Ile-de-France est également tutelle de deux école d'ingénieurs : l'Esiee Paris et l'Esiee-IT. Comment se distinguent-elles l'une de l'autre ?

T. J : L'Esiee Paris a un statut juridique particulier : c'est une école consulaire logée au sein d'une université, Gustave-Eiffel, avec une gouvernance partagée dans un conseil d'établissement qui a les attributs d'un conseil d'administration. C'est un cadre exigeant qui fonctionne plutôt bien et permet à l'école de se développer grâce à la densification des relations avec le monde universitaire.

Esiee-IT a quant à elle un statut d'EESC et dépend à 100% de la chambre tout en étant associé à la Comue CY Cergy Paris Université. Elle est née de la fusion en 2020 de l'Itescia avec les programmes ingénieur dispensés par l'Esiee à Pontoise et dispense à la fois un diplôme d'ingénieur et des programmes techniques à bac+5 tout en possédant également une Coding Factory.

O. R : Nous avons évoqué vos Grandes écoles de management et d'ingénieur mais l'excellence est également reconnue par la Conférence des Grandes écoles (CGE) pour deux autres de vos écoles dans les arts digitaux et la cuisine. Ce sont des écoles qui requièrent de gros investissements. Quel est leur modèle économique ?

T. J : FERRANDI et GOBELINS sont effectivement affiliées à la Conférence des Grandes écoles sous un statut qui ne compte aujourd'hui que quatre écoles. Il faut en effet délivrer un grade de master avec des activités de recherche pour être membre de plein exercice de la CGE ce qui est plus difficile dans les arts digitaux et la cuisine. Pour autant ces deux écoles possèdent tous les atouts d'une Grande école en termes de réseaux et de réputation.

Leur modèle économique est en train de se caler alors qu'elles demandent des frais de scolarité plus faibles que les écoles de management tout en requérant des plateaux techniques très onéreux. Nous devons trouver un point d'équilibre dans des écoles qui n'ont pas l'habitude de facturer leurs formations au juste prix.

O. R : La chambre est forcément d'abord celle de l'Ile-de-France. Pouvez-vous développer facilement vos marques ailleurs en France ? Notamment sans que les autres CCI en prennent ombrage.

T. J : FERRANDI possède déjà des implantations à Bordeaux et Rennes. Sup de V déploie des programmes un peu partout en France. Ces déploiements se font en général en collaboration avec les CCI locales concernées. Être la CCI Paris Ile-de-France n'est pas un frein lors que le marché local peut absorber les diplômés et nous le faisons en accord avec les CCI locales. Ce maillage territorial fin n'est cependant pas généralisable à toutes nos écoles techniques, ce serait probablement beaucoup plus compliqué pour GOBELINS dont le modèle pédagogique est très particulier.

O. R : C'est unique : la CCI Paris Ile-de-France forme en fait du CAP au doctorat !

T. J : Oui et avec des taux de sélectivités très surprenants tant l'exigence est forte dans certaines de nos formations qui peuvent recruter dès avant le bac. Les équipes de écoles font un vrai travail de sélection pour identifier les profils qui possèdent à la fois les fondamentaux techniques et les soft skills nécessaires notamment quand ils sont apprentis.

O. R : Avec quels résultats d'insertion dans le monde du travail ?

T. J : Nous menons chaque année une enquête dans nos écoles avec la même méthode que la Conférence des Grandes écoles. Six mois après leur diplomation 90% de nos élèves sont en emploi



Christine Kratz devient Directrice déléguée aux Programmes et à l'Engagement Étudiant d'ICN Business School

après le regroupement des deux équipes dans une direction unique. Elle est directrice déléguée aux programmes d'ICN BS depuis septembre 2017, après avoir été directrice adjointe des programmes (2016-2017) et directrice du Bachelor SUP'EST (de 2012 à 2017). Elle est diplômée d'un DEA de l'université de Lorraine et d'un doctorat en sciences de gestion de l'université de Bourgogne.



Barbara Stöttinger a été nommée Doyenne de l'Executive Education de HEC Paris. Forte de plus de 25 ans d'expérience dans la formation continue pour cadres et dirigeants et après près de 10 ans à la tête de l'Executive

Academy de la Vienna University of Economics and Business, elle succède à Anne-Valérie Corboz qui continuera d'enseigner le leadership à HEC Paris.

Barbara Stöttinger est titulaire d'un doctorat et compte à son actif des missions en tant que professeure invitée, et des collaborations de recherche et d'enseignement auprès de plusieurs universités, parmi lesquelles la Carlson School of Management de l'Université du Minnesota ou l'Université de Victoria, au Canada.

Toutes les bios sur le blog de l'Essentiel du Sup

Les biographies des présidents d'université, directeurs de Grandes écoles et principaux responsables de l'enseignement supérieur sont à consulter sur le [blog de l'Essentiel du Sup](#).



LES RECRUTEMENTS EN COURS

HEADway People est la branche dédiée à la chasse de tête académique et managériale d'HEADway Advisory.

Chaque semaine retrouvez une sélection de nos recrutements en cours ici et consultez notre site pour voir toutes nos offres.

Responsable de Pôle Projet F/H

Excelia_RAG

HEADway People, cabinet de recrutement spécialisé dans les métiers de l'enseignement supérieur, la recherche et la formation recrute pour l'Institut Catholique Paris 75006, un/une :

Responsable de Pôle Projet F/H

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)

sachant que, parmi les autres, un certain nombre sont en poursuite d'études. Un résultat qui n'est pas l'apanage des écoles de management, par exemple le taux d'insertion atteint 92% à FERRANDI. Toutes nos écoles techniques ont des taux d'emploi excellents.

O. R : Dans le périmètre que vous dirigez il n'y a pas que des écoles. Il y a également la DAC que vous avez citée et d'autres activités ?

T. J : La DAC est l'opérateur du concours d'entrée post prépas dans les écoles de management BCE. Nous gérons également le dispositif Join a School in France (ex SAI) pour favoriser le recrutement international des écoles. La CCMP (Centrale de cas et de médias pédagogiques) est le premier éditeur français d'études de cas d'entreprises. Nous gérons également le TEF, le test d'évaluation de français, qui est reconnu en France comme au Canada pour l'immigration ou acquérir la citoyenneté. Enfin, la CCI opère plusieurs CFA tant pour nos écoles que pour d'autres institutions (comme la Sorbonne Nouvelle, l'ENSTA ou Centrale Supélec par exemple).

O. R : Les Intelligence artificielles génératives (IAG) ont-elles déjà un impact dans toutes vos écoles ? Même votre école de gastronomie et de management hôtelier, FERRANDI, est aujourd'hui impactée par les IAG ?

T. J : Le geste technique ne va pas changer mais la commercialisation dans le restaurant va évoluer. Il y a aussi des travaux sur la personnalisation du goût et des arômes avec les IA au sein de l'ISIPCA, notre école de Parfum, Arôme et Cosmétiques. Même sur les questions sensorielles les IA ont un impact !

O. R : Menez-vous des formations sur les IA dans l'ensemble de vos écoles ?

T. J : Hors les trois écoles de management qui sont autonomes en la matière, nous avons lancé le plan ExploreIA pour aider l'ensemble de nos collaborateurs à créer un prompt ou entrer en contact avec des prestataires spécialisés. Tout le monde mérite d'être formé quand on sait qu'on utilise dix ou vingt fois mieux les IA après avoir suivi une formation.

O. R : La question de l'expérience étudiante et de sa qualité se pose de plus en plus pour l'enseignement supérieur. Comment les écoles de la chambre se sont-elles emparées du sujet ?

T. J : Qu'est-ce qu'un étudiant heureux ? Comment passe-t-on de l'étudiant satisfait, bien dans son emploi, qui gagne bien sa vie, à l'étudiant ambassadeur de sa formation ? C'est une question qui se pose dans toutes nos écoles avec tout un travail de fond à faire pour savoir ce que doit ou pas faire l'école pour ses étudiants. Aujourd'hui de plus en plus d'écoles créent des dispositifs pour prendre en charge la santé et les problèmes psychologiques de leurs étudiants. Ce sont de nouvelles attentes. De nouvelles responsabilités auxquelles il faut pouvoir répondre.

Les CCI organisent les Nuits de l'orientation

Cette année encore, le réseau des CCI propose aux jeunes et à leur famille d'aborder la question de l'orientation professionnelle. L'édition 2024 se déroule du 4 novembre au 7 décembre dans le cadre du Mois de la Découverte des Métiers. Collégiens, lycéens, étudiants et adultes en reconversion, peuvent venir découvrir des métiers préparer tranquillement leur avenir professionnel. A Paris la Nuit de l'Orientation aura lieu le 7 décembre prochain à la CCI Paris IDF, avenue de Friedland.

Pour plus d'infos : [La Nuit de l'orientation | CCI Paris Ile de France](#)

ÉCOLES DE MANAGEMENT

L'ISEG devient l'ISEGCOM pour « devenir l'école de communication des nouvelles générations »

ISEGCOM
the next-gen communication school

Nous sommes décidément loin du programme ISEG Business & Finance School qu'elle délivrait il y a encore quelques années ! Depuis l'ISEG a évolué à 100% vers la communication en plaçant ses actions en commerce et gestion au sein de l'ISG, sa cousine au sein du groupe Ionis.

Aujourd'hui l'ISEG marque clairement sa nouvelle identité en devenant l'ISEGCOM. L'ajout de ces trois lettres à son nom historique est « l'occasion de réaffirmer son ancrage fort dans la communication » et son ambition : former des étudiants qui deviendront des professionnels, aussi bien chez l'annonceur qu'en agence.

Cette évolution de l'identité graphique s'accompagne d'une nouvelle baseline : *the next-gen communication school*. Un important plan de communication, mêlant actions digitales et canaux plus traditionnels, va également être déployé. « *En tant qu'école de communication, nous nous devons d'avoir un plan de communication ambitieux et capable d'exprimer l'excellence de l'école sur ces sujets. Nous avons donc mis en place un dispositif multicanal avec des concepts créatifs forts, mémorables et impactants* » libelle David Benguigu, directeur communication et marketing de l'ISEGCOM.

Responsable accréditations groupe H/F

Excellia_RAG

HEADway People, cabinet de recrutement spécialisé dans les métiers de l'enseignement supérieur, la recherche et la formation recrute pour Excellia Group, grande école de management située à La Rochelle, Paris et Tours un/une :

Responsable accréditations groupe H/F

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)

Directeur-trice adjoint-e du patrimoine immobilier et de la logistique F/M

UBM_DirPIL

HEADway People est un cabinet de recrutement leader dans le secteur de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la formation. L'Université Bordeaux Montaigne, a retenu nos services pour le recrutement d'un professionnel d'exception situé à Pessac (Bordeaux) :

Directeur-trice adjoint-e du patrimoine immobilier et de la logistique F/M

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)

Responsable pédagogique F/H

EMA_Resppeda

HEADway People est un cabinet de recrutement leader dans le secteur de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la formation. L'École de Management Appliquée – EMA, a retenu nos services pour le recrutement d'un professionnel d'exception situé à Rabat :

Responsable pédagogique F/H

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)

Administrateur systèmes et réseaux F/H

ASR_UBM

HEADway People recherche pour la DSIN de l'Université Bordeaux Montaigne un.e :

Administrateur systèmes et réseaux F/H

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)



Consultez l'ensemble de nos offres sur notre site

<https://headway-people.com/fr/>

Un projet de recrutement ?

Discutons-en recrutement@headway-advisory.com

Audencia met en place une nouvelle gouvernance de la RSE

Audencia déploie une nouvelle gouvernance de ses activités RSE afin de « coordonner la démarche Développement Durable et Responsabilité Sociétale de l'école dans une logique de transversalité et d'alignement de l'ensemble des parties prenantes internes ». Dans ce cadre le comité stratégique (*Strategic Sustainability Committee*), constitué de membres de la faculté et du personnel administratif experts sur les enjeux de la transition écologique et sociale, a pour objectif « d'aligner la démarche entre les enseignements, les travaux de recherche, les actions à destination des collaborateurs et les projets RSE/Gaïa ». Il propose également des orientations stratégiques RSE au CODIR de l'école et s'assure de l'atteinte des objectifs définis et que la stratégie s'intègre dans la trajectoire de réduction des émissions carbone.

Le comité de pilotage s'appuie également sur un comité scientifique (*Scientific Sustainability Committee*) composé d'experts externes issus de monde économique, de l'environnement, de la santé ou encore des politiques publiques, et un comité étudiant (*Students Sustainability Committee*), composé d'élèves représentants de l'ensemble des programmes.

L'Esdes organise le Challenge Entrepreneuriat Lycées

L'Esdes Business School, en collaboration avec huit établissements partenaires, organise pour la première fois en France le Challenge Entrepreneuriat Lycées. Ce concours vise à promouvoir l'entrepreneuriat auprès des élèves de terminale (générale, STMG, pro) et des étudiants en BTS, dans le but de favoriser une poursuite d'études au sein de l'Esdes après le bac ou un BTS.

Dès septembre, les élèves de terminale et de BTS des établissements participants se sont engagés dans un programme d'accompagnement dédié guidés par leurs enseignants et appuyés par l'expertise des enseignants-chercheurs de l'Esdes. La compétition se terminera par une finale le vendredi 29 novembre 2024 sur le campus de l'UCLy à Lyon. À l'instar de l'émission « *Qui veut être mon associé ?* », les finalistes défendront leurs projets devant un jury d'expert d'horizon variés : entrepreneurs, alumni et enseignants-chercheurs. Ils auront ensuite un temps pour répondre aux questions. 124 élèves de terminale et 168 étudiants en BTS sont attendus.

En bref...

- Face à la « pénurie de talents capables de maîtriser à la fois les enjeux technologiques et business, » la **Paris School of Technology & Business (PST&B)** innove en lançant le tout premier ExecutiveTech MBA en France. En partenariat avec l'ESG Executive, le programme se déroule sur une année et comprend 70 jours de cours répartis les vendredis et samedis, permettant ainsi aux participants de conserver leur activité professionnelle.
- Quand l'IA s'invite dans les études supérieures** (Les Echos) : A mesure que les entreprises adoptent l'IA, les écoles doivent former leurs étudiants à ces nouveaux outils. Pour « Les Echos de l'IA », Joséphine Boone a rencontré Louis-David Benyayer, professeur et responsable de la coordination des initiatives sur l'intelligence artificielle à l'**ESCP**, qui vient de signer un partenariat avec OpenAI.
- « **Le sentiment de désillusion qui frappe les jeunes diplômés d'aujourd'hui sur le marché du travail ressemble fort à celui des jeunes romantiques du XIX^e siècle** » : Dans un entretien au « Monde », la chercheuse en sciences de gestion et professeure à l'**ISIC** Paris Marion Cina revient sur le sentiment de perte de sens ressenti par de nombreux diplômés lors de leur arrivée en entreprise.
- Paris School of Business (PSB)** devient membre de l'Alliance Jiangu-France pour l'Enseignement Supérieur, une coopération regroupant 37 universités et écoles chinoises et françaises. À l'occasion de la première réunion du Conseil de l'Alliance, PSB a signé un partenariat avec la prestigieuse Nanjing Tech University.
- Denis Lacoste, enseignant-chercheur à **TBS Education**, vient de remporter le prix du meilleur cas pédagogique décerné par la Centrale de Cas et de Médias Pédagogiques (CCMP) et l'Association Internationale de Management Stratégique (AIMS). Son étude de cas, intitulée « *Aqualung : la saga du leader du matériel de plongée* », s'est distinguée parmi 15 autres contributions.
- L'IMSI** (Institut du Management des Services Immobiliers) du Groupe IGENSIA Education s'associe à l'École Pratique de la CCI Aix-Marseille-Provence pour former les futurs managers de l'immobilier sur son territoire avec le déploiement de la formation « Titre certifié de Manager immobilier (enregistré au RNCP n°37279, niveau 7 (EU), codes NSF 313, par Décision France Compétences en date du 25/01/2023, code diplôme 16X31329) ».
- L'EM Normandie** lance la **chaire européenne d'excellence économie circulaire et territoires**. Financée par l'Union européenne dans le cadre du dispositif Erasmus+, cette chaire vise à « accélérer la transition vers l'économie circulaire dans les territoires, en proposant aux entreprises, aux pouvoirs publics et aux citoyens des outils, des connaissances et un accompagnement adaptés ».
- Le 3 décembre 2024, l'**INSEEC** organise La Nuit de la Solidarité sur son campus de Chambéry, de 18h à 23h. Cette soirée est conçue en partenariat avec la Cantine Savoyarde, un restaurant humanitaire basé à Chambéry. Une quinzaine d'étudiants seront mobilisés en tant que bénévoles le jour de l'événement. Ils participeront également à la gestion de la communication autour de cette soirée et à la logistique, en amont et le jour même.

VSS ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : SUITE

Nous l'évoquions la semaine dernière : l'interne condamné pour agression sexuelle et suspendu par l'ARS (Agence régionale de santé) aurait déposé un recours au tribunal administratif selon [L'Indépendant](#). Par ailleurs Alain Derey, ex-directeur de l'École nationale supérieure d'architecture de Montpellier, a été condamné pour des faits de harcèlement sexuel commis sur une professeure raconte [Le Midi Libre](#). Il a été relaxé de harcèlement moral, tout comme Jacques Brion, ex-président du conseil de la vie étudiante de l'école.

PRÉSIDENCE DU HCERES : FIN DU DEPOT DES CANDIDATURES CETTE SEMAINE

Ce vendredi 8 novembre était le dernier jour pour que les candidats à la présidence du Hcéres (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) présentent leurs candidatures. Selon des sources informées ce serait en tout sept ou huit personnalités qui se seraient manifestés. Parmi les deux déjà présents lors du précédent appel à candidature, l'AEF apprenait le 5 novembre que le président par intérim du Hcéres, Stéphane Le Bouler, renonçait finalement à se représenter sans qu'on sache encore quelle était la décision de l'autre prétendant, le président de France Universités, [Guillaume Gellé](#).

Parmi les candidats déclarés un sort nettement du lot : [Michel Deneken](#), président de l'université de Strasbourg et de l'association d'universités Udice qui arrive à la fin de son second mandat à la tête de l'université de Strasbourg. Face à lui se présenteraient Mohammed Benhalsen, président de l'université de Picardie, et l'inspecteur général Frédéric Forest.

Avec pour tous une gageure : passer non seulement le cap de la sélection auprès des instances gouvernementales mais également d'un vote au Parlement. La présidence du Hcéres fait en effet partie de celles où le chef de l'État ne peut nommer un responsable qu'après un avis public des commissions permanentes compétentes de l'Assemblée nationale et du Sénat. On n'attend donc une nomination finale que pour janvier 2025 au plus tôt.

CLASSEMENT CHANGE NOW 2024 : L'ESSEC ET MINES NANCY LEADERS

Le classement Change Now Les Echos 2024 des [Grandes écoles les plus engagées dans la transition écologique](#) célèbre cette année encore l'Essec côté écoles de commerce. Suit l'ESCP, toujours deuxième, devant l'Emlyon, qui remonte cette année sur la troisième marche du podium. Audencia et Neoma suivent et précèdent HEC qui se maintient au 6^{ème} rang.

Côté écoles d'ingénieurs Mines Nancy prend la tête du classement 2024 (3^{ème} l'an dernier) au détriment de Centrale Nantes, désormais 5^{ème} derrière EIVP Paris (4^{ème}, une place

Grenoble EM présente une stratégie « EAGLE 2030 » centrée sur l'expérientiel qui doit amener son chiffre d'affaires à 180 M€

« Appeler notre plan stratégique EAGLE 2030 c'est nous raccrocher à ce qui fait l'ambition de l'école, à s'élever, porter une parole singulière avec un acronyme Engaging – première business school société à mission – Alpes pour un environnement naturel somptueux dans une dynamique d'innovation – GEM Learning Experience pour notre capacité à accompagner les étudiants » définit Fouziya Bouzerda, directrice générale de Grenoble EM, fière d'une école qui « ne perd plus d'argent, qui vient de renouveler toutes ses accréditations internationales, fait partie du top 50 du Financial Times avec une stratégie multisite ».



Philippe Monin et Fouziya Bouzerda présentent la stratégie EAGLE 2030 de Grenoble EM

D'ici 2030 l'école veut plus que doubler son chiffre d'affaires pour passer à 180 millions d'euros - contre 75 M€ aujourd'hui - avec un investissement de 60 M€ réparti équitablement dans l'immobilier, les systèmes d'information et les campus internationaux. Pour cela elle entend suivre une courbe de croissance de 20% par an – c'est le cas en 2024 grâce notamment à la création d'un bachelor en 2022 – en faisant venir plus d'étudiants français mais aussi internationaux tout en augmentant la part de l'Executive Education qui passerait de 5 à 30 M€. Le nombre d'étudiants devrait progresser de 6 000 à 12 000, essentiellement hors du PGE en passant de 600 à 4 000 dans ses programmes postbac. Celui des professeurs de 150 à 250 enseignants. « Il y a une demande considérable dans la région en nous appuyant sur notre bachelor mais aussi en allant chercher des étudiants dans des pays où nous n'allions pas jusqu'ici, voire en créant des campus à l'étranger », se projette la directrice qui a vu cette année sa chambre de commerce et d'industrie apporter le site GEM Labs au capital de l'école, soit environ 12 M€, pour lui permettre d'investir.

Un processus expérientiel. « Nous nous sommes toujours dit que l'expérience dans l'apprentissage est fondamentale. C'est ainsi que nous avons développé des plateformes d'innovation, des serious games pour engager une nouvelle démarche, pour former aussi bien des étudiants que des cadres », rappelle Fouziya Bouzerda qui entend aujourd'hui « aller encore beaucoup plus loin avec un immersive learning journey ».



« Dans toutes les bonnes business schools il y a des bons professeurs, des césures, de l'apprentissage, un emploi à la sortie, etc. Aujourd'hui nous voulons nous différencier avec une série d'expériences connectées, un véritable voyage immersif de plusieurs jours », détaille Philippe Monin, directeur académique de l'école qui veut « sortir ses étudiants 20% du temps hors des murs de GEM » : « Les étudiants en ont assez d'être assis tout le temps, ils ont besoin de se reconnecter au naturel, au réel. Nous allons les amener en montagne, dans les infrastructures, dans les salles blanches de nos partenaires pour leur amener à vivre une expérience vécue. Notamment sur le réchauffement climatique dont les Alpes sont une sentinelle ». La méthode 60-20-20 pour 60% des cours en présentiel, 20% en virtuel et 20% hors les murs va ainsi devenir le mantra de l'école.

A partir de la prochaine rentrée pour les étudiants entrant du PGE et du bachelor toutes les expériences de l'école vont ainsi être revisitées à l'aune de cette expérience avec, en fin de cursus, l'écriture d'un d'une sorte de carnet de voyages plutôt que le sempiternel mémoire.

De nouveaux programmes. Cette année le CEA est venu proposer à GEM de travailler à la création d'un programme co-brandé pour aider ses chercheurs à se former à la négociation : nait à la rentrée prochaine un MBA Tech. A Paris GEM crée un bachelor hybride management et science avec l'Esiee qui verra le jour en septembre 2026. A Lyon c'est avec Les Minimes et le lycée MADE in Sainte-Marie que GEM développe un track art, design et management.

de gagnée. Le podium est bouleversé avec l'arrivée de CentraleSupélec à la 2^{ème} place et de l'Ecole des Ponts, deux écoles qui étaient respectivement 9^{ème} et 16^{ème} en 2023.

Pour l'édition 2024, le classement a impliqué 60 établissements : 28 écoles de commerce et 32 écoles d'ingénieurs, évaluant l'ensemble des diplômés de niveau master, y compris ceux non spécialisés en développement durable. Le score maximal est de 150 points, répartis sur 41 questions couvrant six thématiques clés, telles que l'intégration des enjeux climatiques et environnementaux dans les formations, l'employabilité, la stratégie RSE et l'exemplarité des établissements, l'inclusion et la diversité.

Un classement publié cette année dans Les Echos. Créée en 2021 la déclinaison jeune diplômés et entreprise Les Echos Start des Echos disparaît cette année. Ses équipes sont redispachées au sein de la rédaction.

IAE FRANCE : LE NOUVEAU BUREAU

IAE France a renouvelé ses instances. Sous la présidence de **Marie-Christine Chalus**, Directrice de l'iaeyon School of Management avec laquelle nous avons eu un entretien que nous publions la semaine prochaine, sont aujourd'hui membres du bureau :

- **Benjamin Drevetton**, Directeur de l'IAE Poitiers : Vice-Président en charge des Partenariats
- **Babak Mehmanpazir**, Directeur de l'EM Strasbourg : Vice-Président en charge de la politique d'amélioration continue
- **Arnaud Rivière**, Directeur de l'IAE Tours Val-de-Loire : Vice-Président en charge de la communication et de la valorisation
- **Christophe Torset**, Directeur de l'IAE Paris-Est : Vice-Président en charge de la recherche
- **Corinne Van Der Yeught**, Directrice de l'IAE Toulon : Vice-Présidente Développement Durable et RSE
- **Fabienne Villeseque-Dubus**, Directrice de l'IAE Perpignan : Trésorière et Vice-Présidente en charge de la Formation
- **Laurence Macaluso**, Directrice Générale IAE FRANCE

LA FNEGE ETUDIE L'USAGE DES IAG DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN GESTION

En septembre 2023, la FNEGE a lancé une étude à grande échelle sur les Intelligences Artificielles génératives (IAG) dans l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) en sciences de gestion et du management. Publié en juillet 2024, le premier volet de l'étude mesurait les perceptions et pratiques au niveau national. Le volet 2 publié cette semaine se concentre sur les usages précurseurs d'enseignants-chercheurs dans leurs activités pédagogiques et de recherche.

Rédigé par Cécile Godé, Professeure agrégée des universités, Aix-Marseille Université, CERGAM et Régis Meissonier, Professeur des universités, IAE Université de Montpellier, MRM, et titulaire de la chaire MIS de la FNEGE, le document décrit les résultats de l'étude en présentant les usages déployés en termes de



Une cours de marketing dans le shop connecté à GEM Labs.

Un écosystème porteur. Il y a un an GEM s'est implantée aux portes de Paris, à Pantin, dans un campus éco-conçu et y reçoit près de 1 500 étudiants quand ils n'étaient que 900 auparavant. A Grenoble elle bénéficie d'un écosystème de recherche avec des équipements majeurs, comme le Synchrotron ou les laboratoires du CEA sur le campus GIANT, faisant de la région celle à la plus forte densité d'ingénieurs et d'emplois de R&D en France, une région jugée même comme la 5^{ème} la plus innovante du monde par Forbes. « Avec le CEA non seulement nous travaillons sur un MBA Tech mais aussi sur l'anticipation de l'impacté sociétal dans le cadre d'une de nos chaires. Nous travaillons également avec STMicroelectronics pour former ses managers », reprend Fouziya Bouzerda.

Le laboratoire d'innovation GEM Labs, qui permet la création de learning expeditions, de serious games, et beaucoup de projets de co-innovation, va être plus largement ouvert pour devenir une « agora des transformations ». « Nous produisons dans ce cadre des business cases comme celui consacré au ski recyclable en partenariat avec Rossignol. C'est dans l'esprit de l'école de partir de cas concrets d'entreprises pour créer des cours en formation initiale qui basculeront ensuite en formation continue », présente la directrice.

Gérer les transitions. Particulièrement investie dans les transitions, GEM collabore avec la Fondazione per la Sostenibilità Digitale pour développer des formations numériques respectueuses de l'environnement. Trois instituts vont être créés sur les transitions que ce soit dans l'énergie – deux chaires dont une dite EnerG pour être le « pôle de référence en Europe sur les transitions énergétiques » – la montagne et ses évolutions avec la chaire Moving Mountains pour réfléchir avec les entreprises – et enfin les évolutions du travail avec la chaire Future of Work. « Nous allons également travailler sur les jeux Olympiques d'hiver de 2030, avec la question de la présence ou pas de la neige, mais avant organiser en 2028 des jeux Olympiques d'hiver de la jeunesse avec notre association étudiante Atligliss pour tester de nouveaux sports », signifie Philippe Monin.

- Possédant son propre CFA (centre de formation d'apprentis), GEM compte aujourd'hui un quart de ses effectifs en alternance.

ÉCOLES D'INGÉNIEURS

CentraleSupélec pose la première pierre de son nouveau campus parisien



La construction d'un nouveau bâtiment à proximité de la Porte d'Italie, entre les boulevards des Maréchaux et le boulevard périphérique, a été officiellement lancée ce 4 novembre 2024 en présence des dirigeants de CentraleSupélec, de sa fondation, du groupe REALITES, du cabinet ORY. architecture et du maire de Gentilly. « Avec la construction de ce nouveau bâtiment, nous poursuivons la dynamique de développement de nos campus qui est alignée avec nos ambitions de doubler le nombre de nos diplômés d'ici 2032 et de conforter notre dimension de "school of engineering" de rang mondial », commente Romain Soubeyran, le directeur de CentraleSupélec.

Alors qu'elle loue actuellement des locaux dans le 15^{ème} arrondissement et des espaces à Station F pour ses start-ups, CentraleSupélec avait initialement envisagé de déménager au cœur du 5^{ème} arrondissement, au sein du campus Scipion finalement occupé par le groupe EDH. Remisant quelque peu ses ambitions financières c'est finalement près de la porte d'Italie, sur le territoire de Gentilly, du côté intérieur du périphérique, qu'elle va construire son nouveau campus. Le projet a pu être monté grâce au soutien de la fondation CentraleSupélec qui en assure le pilotage pour le compte de l'école et a investi une partie de ses fonds propres pour l'achat en VEFA (neuf sur plan) du bâtiment auprès du

pratiques pédagogiques. Une caractéristique commune aux personnes interrogées est « qu'elles ont mis en avant des usages de l'IA dans la structuration du cours, son animation ou l'évaluation des étudiants, mais aussi les pratiques de prudence quant aux potentialités et dérives possibles ».

Le document fournit également un ensemble de préconisations pour adapter les pratiques pédagogiques ainsi que le soutien à apporter aux étudiants, ingénieurs pédagogiques, responsables de diplôme, directeurs pédagogiques qui sont autres parties prenantes en charge des responsabilités pédagogiques diverses.

- Un [webinaire de présentation](#) de l'étude aura lieu le 16 janvier de 12h30 à 13h30.



HANDICAP ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : UN WEBINAIRE HEADWAY

L'inclusion et la notion de handicap deviennent des sujets de plus en plus prégnants dans les établissements d'enseignement supérieur. De quoi parle-t-on ? Quel est le rôle du référent handicap ? Quelles sont les bonnes pratiques ?

Mélanie Cadart, Manager Senior chez HEADway Quality & Accreditation, reçoit Benoît Perreau, Référent Handicap Partagé, formateur et conférencier spécialisé dans l'inclusion [pour un webinaire](#).



développeur territorial REALITES. Côté REALITES, l'opération a été financée par La Banque Postale, avec les conseils de l'étude Cheuvreux de Bordeaux et BNP Real Estate.

Prévu pour une livraison clés en main en décembre 2025, ce futur campus dessiné par le cabinet ORY architecture pourra accueillir 1 350 personnes sur 5 710 m² et 6 étages. Il profitera également de 1 300 m² d'espaces extérieurs végétalisés dont un rooftop végétalisé pouvant recevoir des événements allant jusqu'à 100 personnes.

La conception s'inscrit dans une nouvelle écologie urbaine destinée à « enrichir le quartier de biodiversité et à éviter l'effet de chaleur urbaine grâce à des espaces engazonnés et des massifs arbustifs, ainsi que des arbres de haute tige ». Avec notamment des panneaux photovoltaïques, un système de pompes à chaleur réversibles et un soin particulier apporté à la luminosité (100% des espaces en premier jour), le bâtiment affiche son ambition environnementale avec le niveau excellent des labels BREEAM et HQE Bâtiment Durable.

L'UTT lance son ITFoRCy dédié à la cybersécurité

L'Université de technologie de Troyes (UTT) crée l'Institut de Technologie de Formation et de Recherche en Cybersécurité (ITFoRCy) avec l'ambition de « devenir un pôle d'excellence en matière de formation et de recherche en cybersécurité, tant au niveau national qu'europpéen ». ITFoRCy proposera une offre de formation complète et adaptée à tous les publics : étudiants, professionnels, entreprises, avec des programmes conçus pour répondre aux enjeux actuels et futurs du secteur. Au-delà de sa mission de formation, sa vocation sera aussi de développer des projets de recherche collaboratifs avec les entreprises, pour « élaborer les solutions de demain et anticiper les menaces ».

Intégration des Ponts dans IP Paris : un don record d'un alumni

La Fondation des Ponts annonce le plus important don d'un particulier de son histoire. [Thierry Déau](#), ancien élève de la promotion 1992 de l'École nationale des ponts et chaussées, a en effet contribué à hauteur de 4,5 millions d'euros afin de soutenir l'intégration de l'École des Ponts au sein de l'Institut Polytechnique de Paris (IP Paris), particulièrement en vue du financement d'un nouveau bâtiment pour les besoins de cette intégration. Ce don sera placé dans un investissement bancaire sécurisé - dit "Fonds Thierry Déau" - et sera débloqué au moment où la nécessité d'un nouveau bâtiment l'exigera.

Thierry Déau est le fondateur et président de Meridiam, un fonds d'investissement spécialisé dans le développement, le financement et la gestion à long terme d'infrastructures durables. Président de l'association des anciens élèves - Ponts Alumni de 2020 à 2024, il est également membre du conseil d'administration de la Fondation des Ponts depuis 2017 et de celui de l'École depuis 2020

En bref...

- Le projet « Ingénieurs en herbe » de **Bordeaux INP**, mené en collaboration avec l'école élémentaire Saint-Exupéry de Pessac, l'association Elles bougent et Thales a obtenu pour les trois années à venir, le label Cap Ingénieuses de la Cdefi.
- Le 29 novembre, **ESEO Dijon** organise la 3e édition de la Journée de l'Étudiant Ingénieur en Santé (JEIS). Cet événement, soutenu par Dijon Métropole, Grand Besançon Métropole et la Région Bourgogne Franche-Comté, réunira cinq écoles d'ingénieurs et de nombreux acteurs de l'écosystème santé. Plus de 90 étudiants ingénieurs d'ISIFC, Supmicrotech, Polytech Dijon, dont 10 provenant d'ESEO Dijon présenteront leurs projets innovants sous forme de posters, et partageront leurs expériences avec les entreprises locales et des professionnels de santé.
- À l'occasion de la sortie du quatrième numéro de la revue Transitions « Au pied du mur – Imaginer les futurs socio-écologiques », **l'École nationale des ponts et chaussées** organise le 28 novembre dans ses locaux une journée scientifique qui interroge les futurs socio-écologiques face aux dérèglements climatiques, dans une perspective d'atténuation et d'adaptation.
- **L'École nationale des ponts et chaussées** a signé un accord de coopération avec plusieurs écoles du Sénégal (École Polytechnique de Thiès, École supérieure Multinationale de Télécommunications, l'École Supérieure Polytechnique), et le Conseil Exécutif des Transports Urbains Durables pour « développer des recherches innovantes et des formations adaptées à ces évolutions ».

ÉLODIE GENTINA (IESEG) PUBLIE « LE DEFI DU MANAGEMENT INTERGENERATIONNEL »

Comment mettre en œuvre le potentiel de chacun quand les générations de collaborateurs sont différentes : baby-boomers, X, Y et Z ? Élodie Gentina (IESEG) et Jérémy Lamri (co-fondateur de Tomorrow Theory) publient [Le défi du management intergénérationnel](#), aux éditions Dunod. Quelles sont les actions à mettre en œuvre pour réinventer la coopération entre les générations ? Comment travaille-t-on tous ensemble, toutes générations confondues ? Comment rassembler les générations ? Quels liens se créent entre elles ? C'est tout le défi du management intergénérationnel selon eux dans un livre qui se veut résolument opérationnel. Les auteurs s'appuient non seulement sur une base riche d'études, mais aussi sur les interviews et les témoignages de plus de 25 dirigeants, DRH et jeunes talents, travaillant dans des entreprises de toutes tailles et de tous secteurs d'activités. Parmi ces entreprises ou organisations, on retrouve, entre autres, Chanel, Danone, MyJobGlasses, l'Oréal, Mazars, MSA, Microsoft, Mc Donald's, ou encore Publicis.



LE CHIFFRE DE LA SEMAINE



Entre 2019 et 2024, si les niveaux de performance sont stables en moyenne, deux compétences en français et trois en mathématiques enregistrent une hausse des performances au CP. En mathématiques, pour la résolution de problèmes, la proportion d'élèves aux résultats satisfaisants passe ainsi de 66,1 % à 68 %. Selon le ministère de l'Éducation les résultats des évaluations nationales de septembre 2024 en français et en mathématiques à l'école élémentaire traduisent à la fois le « niveau d'acquisition le plus élevé depuis 5 ans et une hausse des performances qui s'inscrit dans la durée pour de nombreuses compétences ».

Comment mieux valoriser le doctorat dans le monde de l'entreprise et de l'industrie ?

Intitulé [Recommandations pour la reconnaissance du doctorat dans les entreprises et la société](#), un rapport a été remis à Patrick Hetzel et Marc Ferracci, ministre délégué chargé de l'Industrie, pour mieux valoriser le doctorat. Sylvie Pommier, ancienne présidente du Réseau national des collèges doctoraux, et Xavier Lazarus, directeur associé du fonds d'investissement spécialisé dans la Tech, Elaia, y mettent notamment en lumière le retard de la France, en comparaison avec ses partenaires internationaux, en matière d'insertion professionnelle des docteurs. En France, les docteurs ne représentent que 1% de la population des 25-34 ans, un chiffre inférieur à la moyenne de l'OCDE (1,3%) et bien en deçà de la Suisse (3%) ou des États-Unis (2%). Leur présence dans le secteur privé reste également limitée, avec seulement 11 % des chercheurs en entreprise, comparé aux ingénieurs qui constituent 56 % de cette population.

Cette situation appelle selon les auteurs à « un changement culturel, visant à valoriser davantage, au-delà du monde académique, le doctorat en France, grâce à des actions coordonnées sur les aspects structurels, la formation et la perception des docteurs par les acteurs économiques ».

Parmi les recommandations présentées, les ministres ont notamment retenu les mesures suivantes :

- valoriser le doctorat en proposant une Journée européenne du doctorat permettant de mettre en avant les parcours d'excellence, les réussites et les opportunités de formation dans tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherche européen ;
- améliorer le lien entre la formation doctorale et l'emploi : en créant une plateforme nationale dédiée au doctorat et à l'emploi des docteurs, en ajustant le cadre de la formation doctorale pour favoriser les relations avec les secteurs économiques et en associant plus efficacement les représentants des secteurs d'emploi aux collèges doctoraux,
- approfondir les liens entre les formations d'ingénieur et la recherche : en encourageant les parcours pré-doctoraux pour les étudiants en ingénierie et en facilitant leur intégration dans l'écosystème national de recherche.

La Suisse championne du doctorat

Les universités suisses comptaient en 2023 pas loin de 21 200 futurs docteurs selon un [rapport annuel de la Conférence universitaire de Suisse occidentale \(CUSO\)](#). Comme aux États-Unis cette croissance est essentiellement due au recrutement d'étudiants venus de l'étranger. Un taux qui varie fortement selon les filières, le génie mécanique (environ 80%) et les sciences naturelles (plus de 70%) faisant partie des domaines les plus concernés.

UNIVERSITES

Paris Cité : le processus de fusion « bien engagé » selon le Hcéres en dépit d'une situation financière « délicate »



Dans son [rapport d'évaluation](#) consacré à l'université Paris Cité, le Hcéres estime que « le processus de fusion évoqué est déjà bien engagé, notamment sur le plan institutionnel (création d'un établissement public expérimental composé des trois grandes facultés et d'un établissement composante) » et que « cette fusion produit ses effets et crée des conditions favorables dans plusieurs domaines » même si elle « nécessite encore indiscutablement des ajustements importants ». La situation financière « délicate »

dans laquelle se trouve actuellement l'UPCité induit en effet aussi des « inquiétudes susceptibles d'entraver la capacité de projection de l'établissement et de freiner « certains projets prometteurs ».

Côté satisfecit les experts du Hcéres estiment que :

- UPCité a obtenu de nombreux succès dans les appels à projets de grande envergure (notamment la confirmation de l'Idex et des projets du PIA) qui ont contribué de manière déterminante à l'avancement du projet d'établissement public expérimental et qui lui ont conféré une précieuse marge de manœuvre stratégique ;
- l'intensité de la recherche conduite à l'UPCité est renforcée par des liens étroits établis avec les organismes nationaux de recherche et par l'association avec l'Institut Pasteur. Elle est illustrée

Pour rappel, les compétences s'évaluent au regard du niveau des attendus de chaque classe.

En CP, les résultats sont stables entre 2023 et 2024 dans cinq compétences sur les sept évaluées en français et dans six sur sept en mathématiques. Ils sont en hausse pour les compétences « connaître le nom des lettres et le son qu'elles produisent » et « reconnaître les différentes écritures d'une lettre » en français et « placer un nombre sur une ligne graduée » en mathématiques. Pour les compétences « écrire des nombres » et « comparer des nombres », les proportions passent respectivement de 87,7 % à 89,4 % et de 76,6 % à 81,0 %. Ainsi, la proportion d'élèves aux résultats satisfaisants dans la connaissance du nom des lettres et du son qu'elles produisent progresse de 80,1 % à 83,3 %. Ces progrès s'observent également dans la manipulation de phonèmes pour laquelle ce taux passe de 82,4 % à 83,4 %.

En CE1, par rapport à 2023, les résultats sont en hausse en français (pour quatre compétences sur huit) ou stables (pour quatre sur huit) avec une hausse plus marquée en fluence : la proportion d'élèves maîtrisant la compétence « lire à voix haute des mots » augmente de 5,1 points. Par rapport à 2019, les performances sont stables pour quatre compétences, en baisse pour « comprendre un « texte lu seul(e) » et « écrire des mots dictés » et en hausse pour « lire à voix haute des mots ». En mathématiques, par rapport à 2023 les résultats sont en hausse pour toutes les compétences sauf la résolution de problèmes et la reproduction d'assemblage stables. Par rapport à 2019, les performances augmentent dans les quatre compétences comparables. Par rapport à 2020, la hausse est la plus marquée pour les compétences « additionner » « soustraire », pour lesquelles les taux de maîtrise passent respectivement de 57,0 % à 62,2 % et de 55,1 % à 63,7 %.

Les détails des résultats des évaluations sont à retrouver dans les documents de travail de la DEPP :

- <https://education.gouv.fr/evaluations-2024-reperes-cp-premiers-resultats-415575>
- <https://education.gouv.fr/evaluations-2024-reperes-ce1-premiers-resultats-415578>
- <https://education.gouv.fr/evaluations-2024-reperes-ce2-premiers-resultats-415579>
- <https://education.gouv.fr/evaluations-2024-reperes-cm1-premiers-resultats-415581>
- <https://education.gouv.fr/evaluations-2024-reperes-cm2-premiers-resultats-415582>

DURABILITE : L'ACCORD DE HEIDELBERG PUBLIE

L'Agence nationale de la recherche (ANR) et le CNRS sont signataires de [l'Accord de Heidelberg sur l'engagement des financeurs de la recherche pour la durabilité environnementale](#) publié le 22 octobre 2024. Les financeurs s'engagent notamment à « faire de la mise en œuvre de la durabilité dans les programmes de financement un objectif clé

par des performances de très haut niveau au sein de chaque faculté. En particulier, certains secteurs se distinguent au niveau mondial tels que la santé, les sciences de la Terre et de l'environnement et les mathématiques ;

- l'ampleur et la variété des compétences présentes à l'UPCité ont créé les conditions idéales pour offrir une place de premier plan à l'interdisciplinarité, aussi bien en matière de recherche que de formation.

Côté faiblesses :

- le pilotage de l'offre de formation est incomplet et sa soutenabilité reste à assurer. De plus, la démarche qualité et la transformation pédagogique sont inégalement engagées au sein de l'établissement ;
- malgré la volonté clairement exprimée par l'établissement d'un ancrage fort au sein du territoire régional, ses relations avec les acteurs du monde socio-économique sont encore inférieures au potentiel de l'UPCité par manque d'une vision stratégique clairement définie en la matière.

Sciences Po Strasbourg suspend son partenariat avec une université israélienne : les réactions

On a rarement un conseil d'administration être aussi en rupture avec son directeur. Alors que ses instances ont décidé - à douze voix pour, sept contre et deux abstentions alors que 12 administrateurs n'ont pas pris part au vote -, de suspendre leur partenariat avec [l'université privée Reichman](#), Jean-Philippe Heurtin, le directeur de l'IEP, s'est dit « *extrêmement peiné* ». Il dénonce « *une erreur* » et dit se dit « *honteux de cette situation* » en espérant maintenant un nouveau vote de son conseil d'administration en décembre. Et si on a attendu aussi longtemps pour évoquer une décision qui date du mois de juin dernier c'est parce que sa validation tardait.

Une décision également dénoncée par le MESR qui, par la voix de Patrick Hetzel, « *déplore cette décision, adoptée à des fins de prise de position politique par le conseil d'administration d'un établissement public, et en désaccord avec la direction de l'établissement* » comme par celui des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, qui dénoncé une « *décision affligeante* ».

- ▶ L'Union des étudiants juifs de France prévoit de « *contester* » juridiquement cette décision qui menacerait « *la sécurité des étudiants juifs* ».

L'Université de Strasbourg présente son « Schéma directeur des ressources humaines »

L'Université de Strasbourg a voté le 15 octobre 2024 son « Schéma directeur des ressources humaines » (SDRH) qui « *résulte d'un processus de concertation et de réflexion collective au travers de groupes de travail impliquant les partenaires sociaux, les élus des instances ainsi que des invités* ».

L'université s'engage notamment à privilégier l'emploi titulaire tout « *en admettant la nécessité de recourir, dans les situations limitatives prévues par les dispositions légales, à l'emploi contractuel lorsque cela est justifié* » et à « *généraliser la mise en situation professionnelle lors du recrutement des enseignants chercheurs afin d'offrir aux candidats retenus pour les auditions un temps plus long pour faire la démonstration de leurs compétences* ».

L'université se fixe également l'objectif de « *mieux accompagner les personnels dans leur carrière et de mieux reconnaître les compétences et expertises de chacun* ». Mis en place depuis 2017 le mentorat à destination des enseignants et enseignants-chercheurs pour faciliter l'intégration des personnels va ainsi être étendu aux responsables administratifs et financiers des unités de recherches (RAF) et à l'ensemble des nouveaux BIATPSS.

L'université a réalisé en mai-juin 2024 son premier baromètre social avec la diffusion d'un questionnaire administré par une société indépendante. Ce dispositif sera envisagé tous les 4 ans grâce à de nouveaux outils d'aide au pilotage tels que le système d'information des ressources humaines – SIHAM, le système de gestion des jours de congés, d'ARTT, de télétravail et du compte épargne-temps Ohris. Un nouvel outil devrait faire son apparition fin 2024 : Easi Lab, dont l'objectif est de « *simplifier et dématérialiser le processus grâce à l'élaboration d'un nouvel outil de suivi du recrutement des contractuels* ».

de leurs stratégies de durabilité ». L'objectif de la mise en œuvre de mesures individuelles peut être varié et « *inclure la sensibilisation à l'impact environnemental des projets de recherche, l'invitation à des discussions, la collecte d'informations en retour auprès des chercheurs et la minimisation de l'empreinte environnementale de la recherche* ».

D'AUTRES FORMATIONS, D'AUTRES INFORMATIONS

- [Yutopia Meta Campus](#) ouvre ses portes à Paris pour « *former les talents de demain dans les domaines du web, de la data et de l'intelligence artificielle* ».
- [Pour les résidences seniors Les Girandières et Palazzo, le spectre de la liquidation s'éloigne](#) (Le Monde) : Pour prouver sa solidité, **Résidence Études** compte sur ses 300 millions d'euros d'actifs immobiliers, une trésorerie importante et la bonne rentabilité de ses activités historiques : les résidences étudiantes Estudines, Stud'City et Residhome.
- Avec le lancement du premier BTS NDRC en alternance entièrement en ligne dans le Métaverse, [FormaVerse](#) propose aux étudiants et formateurs d'accéder à un campus 3D immersif, « *offrant une nouvelle perspective sur les possibilités de l'apprentissage digital* ».
- [L'accès aux études supérieures, une série d'obstacles pour les étudiants handicapés](#) (Le Monde)
- Déjà présente sur huit campus en France et à l'international, **L'ECEMA**, école supérieure de commerce et de management en alternance et membre du Collège de Paris, continue son expansion en s'installant dans deux nouvelles villes : Grenoble et Limoges.
- Le réseau **Pépité France** s'élargit avec l'arrivée du Pépité Polynésie, dédié à l'entrepreneuriat étudiant en Polynésie française.
- Depuis trois ans, la **Comédie-Française** est à l'initiative d'un Salon des métiers du spectacle vivant, en trois temps, dont une semaine de rencontres en visioconférence, qui voit participer la Troupe et les personnels de la Comédie-Française pour permettre aux jeunes de découvrir les métiers du spectacle vivant. En 2023 ce sont plus de 600 inscriptions dont 100 classes de la France entière qui ont été reçues. Les vidéos autour des métiers de la technique, produites à l'occasion de ce salon sont visibles sur la [chaîne YouTube](#) de la Comédie-Française.

En bref...

- [Sciences Po lève la sanction contre quatre étudiants interdits d'accès à l'établissement après une action en soutien aux Palestiniens](#) (Le Monde) : Selon **Sciences Po Paris**, quatre étudiants avaient « été identifiés comme ayant participé à une action » en soutien au peuple palestinien au cours de laquelle « du matériel a été dégradé notamment », lors d'un forum fin septembre. Les étudiants étaient depuis interdits d'accès à l'établissement.
- [CY Cergy Paris université se prépare pour sa mue en grand établissement](#) (Educpros) : Le conseil d'établissement **CY Cergy Paris Université** a émis un avis favorable sur la sortie de l'expérimentation, sur le projet de statuts du grand établissement et sur le projet de décret afférent.
- Le Sénat publie un rapport d'information sur le [Bilan et les perspectives de l'initiative des universités européennes](#).
- [Sciences Po Paris : une association organise une réunion « non mixte » et « non blanche » avant de se rétracter](#) (Cnews) : L'association féministe Décollectif Féministe, qui dit lutter « contre l'oppression sexiste, raciste et capitaliste », a publié une photo pour promouvoir un événement qu'elle souhaite organiser le 5 novembre prochain. En bas de l'affiche, il inscrit des conditions de « non-mixité » et « non blanche » pour y assister.
- **Sciences po** a inauguré cette semaine un nouveau bureau à Dakar, au sein de l'Université Rose Dieng France-Sénégal, pour « rayonner sur le continent africain »
- Du 4 au 8 novembre 2024, **l'Université Paris-Saclay** organise l'Open Science Week, une opération qui s'inscrit dans le cadre de l'événement international Open Access Week qui se déroule chaque année à l'automne et qui « vise à promouvoir un accès ouvert aux résultats de la recherche ».
- [L'appel à candidatures](#) pour le poste de doyen de l'école des affaires publiques de **Sciences Po Paris** a été publié le 31 octobre 2024. Sciences Po se dit « prête à offrir une rémunération concurrentielle, à la mesure de l'expérience, afin d'attirer un candidat convaincant, dans le respect des règles de la FNSP ». Les candidatures doivent être présentées pour examen par le comité de recherche avant le 6 décembre 2024.
- L'Université **Paris Dauphine-PSL** lance la 3^{ème} édition des Dauphine Digital Days sur le thème : « L'IA en action : regards pluridisciplinaires » du 18 au 20 novembre 2024. Régulation, santé, droit, finance, médias, travail: 3 jours de conférences autour des sujets qui font l'actualité de l'IA

VIE ETUDIANTE

Logement, restauration, vie étudiante, le réseau des Crous se projette en 2028

Présidente du Crous depuis février 2024, Bénédicte Durand présentait cette semaine son « Projet 2024-2028 » dans le cadre d'un COMP (contrat d'objectifs, de moyens et de performance) mobilisant ses 15 000 agents : « *Notre premier objectif est de ressourcer nos équipes, qui ont de petite rémunérations et un travail au service du public, avec un rattrapage salarial et une mise en avant de leurs métiers. C'est d'autant plus important car l'activité du réseau monte avec 15% de repas en plus servis cette année dont la moitié sont des repas à 1€* ». Alors que leurs ressources sont à 50% internes et à 50% pour charges de service public, les Crous cherchent également à avoir des « *relations plus équilibrées avec les bailleurs* » qui possèdent la moitié des résidences gérées par les Crous. La réforme des bourses reste quant à elle un « *chantier ouvert* ».

Construire et rénover. Dans le cadre de la loi Lévy de 2023 visant à favoriser l'accès de tous les étudiants à une offre de restauration à tarif modéré, les Crous veulent élargir le cercle de leurs bénéficiaires. Pour cela ils entendent construire de nouvelles résidences et rénover les existantes alors que seulement la moitié des 60 000 logements étudiants promis pour le dernier quinquennat ont été construits. « *L'État nous a accordé 120 millions d'euros pour réhabiliter et construire des logements. Nous sommes capables aujourd'hui d'ouvrir chaque année 2 000 à 3 000 places et nous souhaiterions passer à 3 000 ou 4 000 dans le cadre du plan 35 000 logements étudiants que le gouvernement entend créer d'ici 2027* », explique Clément Cadoret, directeur général délégué du Crous.

La vie étudiante est plus que jamais une autre priorité – les Crous touchent pour cela 15% de la CVEC (contribution à la vie étudiante et de campus) soit 20 à 25 millions d'euros par an – en promouvant ainsi la mixité sociale. « *Nous voulons entrer de plain-pied dans une culture de la diversité des chances et de la réussite de tous* », établit la présidente.



Le repas à 1€ pour tous ? Les restaurants Crous sont de plus en plus populaires auprès des étudiants – 15% de plus par an ! - avec leur offre à un euro - au lieu de 3,30€ - pour les étudiants boursiers ou en position de précarité (le coût réel est de 8 à 9€ selon les régions). « *Une augmentation des repas servis dans le cadre d'une offre encore plus avantageuse – un euro pour tous - serait très difficile à gérer pour nous alors que nous gérons des files d'attente déjà très longues avec des rotations parfois jusqu'à quatre personnes par place. Il faut également que nous travaillions sur*



PASCAL MORAND : UN DIRECTEUR EN CONCERT

Ancien directeur de l'ESCP et aujourd'hui président exécutif de la Fédération de la haute couture et de la mode, Pascal Morand est aussi un artiste reconnu qui a donné le 30 octobre dernier un concert dans la salle parisienne mythique de La Nouvelle Eve.



REVUE DE PRESSE INTERNATIONALE

Chaque semaine nous scrutons pour vous l'actualité internationale dans les principaux médias consacrés à l'enseignement supérieur : Times Higher Education, The Chronicle of Higher Education, HigherEd Dive, University World News... mais aussi de la presse généraliste française et internationale quand cela concerne l'enseignement supérieur.

Etats-Unis

- [Universities can expect a frontal attack if Trump returns](#) (University World News)
- [Trump Is Poised to Retake the Presidency. Here's How Election Day Played Out on Campuses](#) (The Chronicle of Higher Education)
- [Report on campus antisemitism criticised for partisanship](#) (University World News)
- [Cheating Has Become Normal](#) (The Chronicle of Higher Education)

Inde

- [India invites Australian university group to set up campus](#) (University World News)

Iran

- [Ahou Daryaei, l'étudiante qui s'est dévêtue devant son université, inspire les artistes partout dans le monde](#) (Huffington Post)

Maroc

- [L'université Mohammed VI-Polytechnique de Rabat, fabrique des futurs leaders africains](#) (Le Point)

Royaume-Uni

- [University tuition fees to increase in England for first time in eight years](#) (Sky news)

une cartographie des zones blanches pour être plus proches des étudiants », rappelle Bénédicte Durand. Alors que la commission des finances de l'Assemblée a voté la généralisation du dispositif – pour un coût évalué à 55 millions d'euros par an – la question que pose la présidente est surtout de savoir si elle est applicable en fonction des ressources actuelles des Crous, tant les personnels sont déjà débordés et les restaurants bondés.

« Nous assurons une mission de service public entièrement compensée par l'État tout en faisant face une hausse des dépenses par exemple avec la loi EGalim qui demande que nous achetions de meilleurs produits. Mais là aussi nous sommes soutenus par l'État », insiste Clément Cadoret, qui entend développer encore plus une centrale d'achat propre qui réalise aujourd'hui pour 100 millions d'euros de denrées alimentaires chaque année.

Une politique territoriale. « Nous devons mieux assurer la solidarité entre les 26 Crous. Certains se portent mieux que d'autres en possédant des bâtiments quand d'autres, créés plus récemment, sont en difficulté », souligne Clément Cadoret,

Le réseau des Crous doit également « entrer en symbiose » avec tous les acteurs locaux, universités, villes, régions demande la présidente qui demande à ce qu'il soit « présent dans toutes les dynamiques de gouvernance en signant des conventions avec les acteurs locaux. Une attention particulière doit être portée aux services étudiants dans les villes d'équilibre, à la situation des Crous des départements et territoires d'Outre-mer, ainsi qu'aux Crous dont les enjeux sociaux et démographiques sont les plus aigus, en particulier en Ile-de-France ».

SALON DE L'EXPERIENCE ETUDIANTE

12 conférences pour tout savoir de l'expérience étudiante

HEADway Advisory et RPI organisent les 19 et 20 novembre le [premier Salon de l'expérience étudiante](#) (SEE), salon réservé aux professionnels de l'enseignement supérieur, à la Cité internationale universitaire de Paris. La [plateforme d'inscription](#) est ouverte pour y télécharger votre invitation gratuite. Voici la liste des conférences que vous pourrez y suivre.

PROGRAMME DES CONFÉRENCES SALON DE L'EXPERIENCE ETUDIANTE 2024: "L'EXPERIENCE ETUDIANTE ET APPRENANTE DE DEMAIN"

MARDI 19 NOVEMBRE 2024

De 10h à 11h - Salon Honnorat

Conférence d'ouverture : *Expérience étudiante : définition, éclairages et enjeux*

Intervenants

Laurent Champaney - Président de la CGE

Joel Cuny - Président de l'UGEI

Philippe Dépincé - Membre de la commission permanente de la CDEFI

Olivier Ginez - Directeur Général de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle - MESRI

Philippe Grassaud - Président de la CEESPA

Virginie Laval - Présidente du Conseil de la Formation, de la Vie étudiante et de l'Insertion professionnelle de France Universités

Stéphanie Lavigne - Membre du bureau de la CDEFM

De 11h30 à 12h30 - Salon Gulbenkian

Génération Z et Alpha : comment les engager dans l'expérience étudiante

Intervenants

Myriam Benabid - Directrice de missions de développement auprès du Dean - Excellia Group

Valérie Berrette - Sociologue et consultante

Représentant.e BNEM (Bureau national des étudiants en management)

Stéphanie Hublin Besson - Directrice de l'engagement étudiant - ISC Paris

De 11h30 à 12h30 - Salon Honnorat

Comment faire de la période d'alternance un trait d'union entre l'entreprise et l'école

Intervenants

Marion Fabre - Directrice Bachelor INSEEC et du campus de Lyon - OMNES Education

Tristan Gillouard - Directeur de l'apprentissage - CCI Paris Ile de France

William Hurst - Directeur général & Dean - EDC Paris Business School

Christèle Sebas - Responsable pôle ingénierie et pilotage des dispositifs

- OPCO ATLAS

De 14h à 15h - Salon Gulbenkian

L'Expérience étudiante ça commence dès la terminale

Intervenants

Michèle Glémaud - Directrice générale Service de l'admission et du recrutement - Université de Montréal

Nathalie Hector - Directrice de l'innovation et de learner experience - SKEMA Business School

Philippe Jamet - Directeur Général du Pôle Technologique - IONIS Education Group

David Kassa-Makanga - CEO - Fellow

Thomas Lagathu - Directeur général - Concours SESAME

Séverine Viret-Lange - Membre du conseil d'administration - APHEC

De 14h à 15h - Salon Honnorat

Expérience étudiante durable : Comment concilier les enjeux de développement durable avec une expérience étudiante de qualité ?

Intervenants

Denis Boissin - Directeur des programmes - Audencia

Jean-Christophe Carteron - Co-fondateur - Sultest

Denis Guilbard - Directeur scientifique et académique - Terra Academic

René Siret - Directeur général - ESA Ecole Supérieure d'Agriculture

Olivier Thovex - Directeur du Marché Institutionnels & Ingénierie financière - Caisse d'Epargne Ile de France

De 16h à 17h - Salon Honnorat

Plus d'un lieu de passage, comment faire du campus de demain un lieu de vie pour les étudiants ?

Intervenants

Rémi Ehrhart - Directeur général - Aken Ecosystèmes

Jérôme Lebrun - Directeur général - BUILDERS école d'ingénieurs

Frédéric Meunier - Directeur général - EFREI

José Milano - Président Exécutif - OMNES Education

Philippe Navalon - Directeur de l'Animation Commerciale - Caisse d'Epargne

Tunisie

- « [Quand je descends du taxi, je le vois plaqué contre un mur par 4 ou 5 hommes en civil](#) » : un doctorant français de 27 ans arrêté en Tunisie (Le Figaro) : Le chercheur, placé sous mandat de dépôt par la justice militaire, est le premier Français non binational à faire les frais de la vague d'arrestations imposée par le régime de Kaïs Saïed.

AGENDA

9 novembre : [Salon Grandes Écoles](#) (Commerce, Ingénieurs) et [Salon des Formations Internationales](#) de Studyrama à Paris Event Center

12 novembre : 9^{ème} édition des [Rendez-vous du logement étudiant](#) à Paris-Dauphine PSL.

13 au 15 novembre : [Educatech Expo](#) se tient à la Porte de Versailles.

13 au 17 novembre : [Salon européen de l'éducation](#) à Paris.

16 novembre 2024 : [Salon des Études Supérieures de Rouen](#) et [Tours](#) de Studyrama

16 et 17 novembre 2024 : [Salon des Grandes Écoles](#) du Monde (Paris Montreuil Expo)

18 au 26 novembre : À l'occasion de la 13^e édition de la Semaine de l'Industrie organisée par le ministère de l'Économie et des Finances, [l'association Elles Bougent](#) se mobilise avec 105 partenaires pour sensibiliser 4 000 collégiennes, lycéennes et étudiantes aux métiers de l'industrie. 232 événements seront organisés dans 20 régions, montrant que l'industrie est dynamique, en constante évolution, et répond aux défis de la transition écologique, du numérique, et de la mixité des métiers.



19 et 20 novembre : HEADway Advisory et RPI organisent le premier [Salon de l'expérience étudiante](#) (SEE) à la Cité internationale universitaire de Paris.

Dans trois villages thématiques seront représentés l'ensemble des acteurs de l'expérience étudiante :

- sur le « village campus » les professionnels de l'immobilier, de l'aménagement comme des espaces de vie présenteront leurs solutions pour faire vivre les campus ;
- sur le « village service » ce sont les acteurs de la santé, de la prévention, de l'emploi et des stages qui seront là pour apporter leur expertise ;
- le village « tech » présentera les solutions digitales aux questions que se posent les professionnels de l'enseignement supérieur.

SALON DE L'EXPERIENCE ETUDIANTE

MERCREDI 20 NOVEMBRE 2024

De 10h à 11h - Salon Honorat

Réussir son expérience étudiante : les responsables témoignent !

Intervenants

Joël Bianco - Président de l'APLPCPE
Bénédicte Dulaquais - DGA Student Experience - NEOMA Business School
Marie-Laure Lombard - Directrice de la scolarité et de l'expérience étudiante - emlyon business school
Fanny Lucien - Directrice Student Experience - De Vinci Higher Education

De 11h30 à 12h30 - Salon Honorat

Santé, sport et bien-être : bien vivre ses années étudiantes

Intervenants

Gaëlle Berton - Présidente - Observatoire des violences sexistes et sexuelles dans l'enseignement supérieur
Dr. Catherine Lepargneur - Directrice du SSE - Université de Caen Normandie
Dr. Dominique Monchablon - Neuro-Psychiatre
Représentant.e de Nightline
Hélène Surréal - Directrice - SciencesPo Lyon
Jean-Gilles Vitti - Directeur du département des sports - HEC Paris

De 14h à 15h - Salon Gulbenkian

Accueillir les étudiants en situation de handicap

Intervenants

Patrick Binisti - Référent coordinateur handicap - UPEL
Aline Duneau - Référente Handicap - CESI
Thomas Fauvel - Président - Handinamique
Représentant.e du pôle santé - ICP
Florence Lacoste - Référente diversité & engagement étudiant -
Référente handicap - TBS Education

De 14h à 15h - Salon Honorat

Quelle expérience étudiante pour les étudiants Internationaux ?

Intervenants

Olivier Aptel - Directeur général - PSB Paris School of Business
Sophie Caroline Huisman - Directrice des partenariats et projets internationaux - ESTP
Leon Laulusa - Directeur général - ESCP Business School
Gaëlle Le Goff - Directrice des relations internationales - Ecole Polytechnique
Karine Mouchelin - Directrice de l'Accueil et de la vie étudiante - Campus France
Annie Soriot - Vice-Présidente Relation internationale - Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

De 16h à 17h - Salon Gulbenkian

Phygital : stratégies pour concevoir une expérience étudiante réussie

Intervenants

Mireille Brangé - Coordinatrice nationale de la stratégie pour l'enseignement du numérique - SGPI
Imed Boughzala - Co-Directeur de l'Observatoire de la Transition Digitale - FNEGE
Charlotte Fillol - Chief Education & Program officer - STUDI
François Stephan - Directeur général - ECE
Karina Tariel - Responsable enseignement supérieur et recherche - Google Cloud
Anne Zuccarelli - Directrice expérience étudiante et opérations - EDHEC Business School

De 16h à 17h - Salon Honorat

Quel rôle les territoires peuvent-ils jouer pour améliorer l'expérience étudiante ?

Intervenants

Clément Cousin - Directeur Campus de Nantes - Université Catholique de l'Ouest (UCO)
Laurent Gatineau - Président - CY Cergy Paris Université
Gilles Leclerc - Directeur général - Axentia
Marc Sciamanna - Vice-président de l'Eurométropole de Metz et Administrateur national délégué à la Vie de l'étudiant - AVUF
Sébastien Vivier Lirimont - Président & Fondateur - HEADway Advisory
Denis Thuriot - Maire de Nevers - Président de Nevers Agglomération

Un salon B to B pour apporter des solutions à tous ceux qui font vivre les campus et l'expérience étudiante. Le tout avec des conférences thématiques.

Le Salon de l'expérience étudiante est organisé en partenariat avec la Conférence des Grandes écoles (CGE), la Conférence des directeurs des écoles françaises de management (Cdefm), la Conférence des établissements d'enseignement supérieur à vocation professionnelle et de l'alternance (Ceespa), la Cdefi (Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs), France Universités, l'EFMD (European Foundation For Management Development), la Fesic (Fédération des établissements d'enseignement supérieur d'intérêt collectif), EdTech France, la Fnege (Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises), l'Union des Grandes écoles indépendantes (UGEI), l'Association des professeurs de classes préparatoires économiques et commerciales (APHEC) et le BNEM (Bureau national des élèves en école de management).

26 novembre : [Salon des MBA et Executive Masters](#) du Monde (Auditorium du Monde)

30 novembre : Le Monde organise les Journées Orientation : Comment intégrer une grande école après un bac + 2 ? Admissions Parallèles, Prépas (Auditorium du Monde)

7 et 8 décembre : [Salon des Formations Artistiques](#) du Monde (Paris Montreuil Expo)

2025

18 janvier 2025 : Journée Orientation Parcoursup du Monde (Auditorium du Monde)

22 au 24 janvier : [L'Université d'Hiver de la Formation Professionnelle](#) prend pour la deuxième fois ses quartiers au Palais des Festivals et des Congrès de Cannes pour sa 19^{ème} édition.

25 janvier : [Salon des Masters et MS](#) du Monde (Paris Montreuil Expo)

15 mars : Journée Orientation Masters du Monde (Auditorium du Monde)

20 mars : Le Monde organise [Le Salon de l'Executive Education](#) dans ses locaux à Paris.

20 au 23 mai 2025 : Le colloque 2025 de [Questions de pédagogie dans l'enseignement supérieur](#) (QPES) se déroule à Brest. Il sera précédé d'un pré colloque les 19 et 20 mai 2025. La thématique de cette 13^{ème} édition de QPES « Écosystèmes de formation pour quelles transformations? » appelle le monde académique à prendre le temps nécessaire pour questionner, (re-)penser et accompagner les transformations de l'enseignement supérieur.

16 au 19 juin : The [Global Sustainable Development Congress](#) se tient à Istanbul avec toute une partie des débats consacrée à l'enseignement supérieur.

Copyright©HEADway Advisory